



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

137^{ème} Assemblée de l'UIP

Saint-Petersbourg (Fédération de Russie)
14–18 octobre 2017



Déclaration du Président sur l'état de la démocratie dans le monde

*que le Conseil directeur de l'UIP a fait sienne à sa 201^{ème} session
(Saint-Petersbourg, 18 octobre 2017)*

On voit se développer à travers le monde un phénomène inquiétant : les parlements, en tant qu'institutions, deviennent la cible d'attaques, tandis que les parlementaires subissent de plus en plus de menaces. En ma qualité de Président de l'UIP, j'ai dénoncé ces actes, que je considère comme des attaques contre la démocratie.

Les causes ou les symptômes de ces agissements sont souvent les mêmes : les attaques contre la liberté d'expression, de sorte qu'il est très difficile pour les parlementaires, la presse et la société civile de dénoncer les violations ; les affaiblissements du rôle du Parlement par les autres pouvoirs de l'Etat, à savoir l'Exécutif et le Judiciaire ; les dysfonctionnements au sein des commissions électorales nationales, considérées comme des instruments au service du gouvernement pour se maintenir au pouvoir ; ou encore la corruption endémique, qui fragilise certains principes fondamentaux comme l'égalité devant la loi, l'obligation de rendre compte ainsi que la bonne gestion des finances publiques.

Dans cette optique, je tiens à dénoncer dans les termes les plus forts l'assassinat de Mme Daphné Cariana Galiza, journaliste et chercheuse maltaise renommée, qui a mené l'enquête sur les "Panama papers". Nous nous devons de prendre la défense du journalisme d'investigation, de ces journalistes courageux, hommes et femmes, qui n'hésitent pas à prendre d'énormes risques pour nous rapporter des faits. Nous exprimons notre sympathie et notre solidarité à la famille de Mme Galiza, qui a payé de sa vie sa lutte contre la corruption.

A un moment où le dialogue apparaît indispensable pour résoudre les crises, nous voyons venir à nos Assemblées des délégations dont les membres sont tous issus d'un même parti, alors qu'elles sont censées constituer des plateformes qui reflètent l'ensemble des vues de l'échiquier politique. Les parlementaires sont la cible de menaces, de représailles et d'autres formes d'intimidation, tandis que l'espace politique se réduit dans de nombreux pays. J'appelle à la libération de M. Kem Sokha et de celle de tous les prisonniers politiques, au retour en toute sécurité de tous les parlementaires cambodgiens en exil, ainsi qu'à l'arrêt des attaques contre la société civile et les médias indépendants. Le rapport du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP rend bien compte de cette tendance inquiétante.

Je suis profondément préoccupé par la situation politique au Cambodge, où des procédures pénales sont apparemment menées pour museler l'opposition et l'empêcher de jouer un rôle significatif dans la préparation des élections de 2018. La situation est tout aussi préoccupante aux Maldives, où la restriction des libertés et le clivage entre le parti au pouvoir et l'opposition prennent des dimensions inquiétantes et entravent le bon fonctionnement du Parlement.

#IPU137

En République bolivarienne du Venezuela, les pouvoirs du Parlement sont usurpés et le principe de séparation des pouvoirs est mis à mal. Plusieurs parlementaires déclarent subir des actes de harcèlement et d'intimidation de la part des autorités pour le simple fait d'avoir exercé leurs fonctions. Des violences ont éclaté en raison de différends apparemment irréconciliables entre le parti au pouvoir et le Parlement dirigé par l'opposition, et l'économie est en chute libre, ce qui entraîne beaucoup de souffrances pour la population du Venezuela. Notre solidarité vis-à-vis de l'institution parlementaire et de l'Assemblée nationale du Venezuela est inconditionnelle. Au Yémen, on assiste désormais à une catastrophe humanitaire dramatique qui a déjà fait des milliers de victimes innocentes. Le clivage entre les factions adverses a semé la division au sein de l'institution parlementaire et a plongé le pays dans une guerre dont le peuple yéménite paie le prix fort. Nous sommes néanmoins encouragés de voir que les parlementaires des deux bords se sont engagés à faciliter l'accès à l'aide humanitaire.

L'UIP rassemble la communauté mondiale des parlements. En tant que membres de cette communauté, nous sommes unis par des valeurs et des principes communs. Nombre d'entre eux sont inscrits dans la Déclaration universelle sur la démocratie (www.ipu.org/cnl-f/161-dem.htm) dont nous avons célébré le vingtième anniversaire le mois dernier. Nous devons défendre les valeurs et les principes fondamentaux énoncés dans cette Déclaration, et nous devons mettre en pratique ce que nous préconisons, en respectant l'esprit et la lettre de la démocratie et de ses idéaux. Nous devons continuer à porter le flambeau de la tolérance, du dialogue politique et des solutions pacifiques. Nous ne devons jamais oublier qu'avant toute autre chose, nous avons été élus pour servir les intérêts de notre peuple et répondre à leur aspiration à vivre dignement en paix et en sécurité, avec des perspectives d'avenir.

Nous disposons d'un outil qui a fait ses preuves : la diplomatie parlementaire. Nous l'avons utilisé à maintes reprises par le passé : pendant la guerre froide, au cours des années qui ont précédé le processus d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, mais aussi plus tard avec la création de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée. L'UIP utilise aujourd'hui ce mécanisme en lien avec le conflit israélo-palestinien, en promouvant des projets au service de la paix dans la région. Les réunions organisées entre les partis politiques chypriotes grecs et chypriotes turcs lors de nos Assemblées sont un autre exemple concret du caractère constructif et préventif de la diplomatie parlementaire et de sa capacité à désamorcer ou à éviter les tensions par des moyens pacifiques.

Parlements et parlementaires du monde entier, je vous invite à porter haut nos valeurs par vos paroles, mais surtout par vos actes. Je vous demande instamment de prendre la parole chaque fois que l'institution que vous représentez et que vos collègues parlementaires sont attaqués d'une manière ou d'une autre. Le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP s'y emploie depuis des décennies. C'est dans ces moments-là que doit se manifester dans toute son essence la solidarité parlementaire. L'histoire nous jugera sévèrement si nous ne le faisons pas. J'invite donc chacun d'entre vous à signer la pétition de l'UIP qui vise à promouvoir la défense de la démocratie.

Je voudrais exprimer notre profonde sympathie et solidarité avec les îles des Caraïbes qui ont été frappées récemment par de violents ouragans et catastrophes naturelles. Dans un même esprit de solidarité parlementaire, je lance un appel aux parlements pour qu'ils apportent leur aide ou fassent en sorte que ces petits Etats insulaires en développement puissent se relever et se reconstruire.

Enfin, je voudrais réaffirmer l'engagement profond de l'UIP en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires. L'UIP a été fondée sur le principe fondamental de la résolution des différends par des moyens pacifiques et le dialogue politique. L'Organisation a toujours plaidé en faveur de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, mais il y a encore des pays dans le monde qui ne respectent pas les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies interdisant les essais nucléaires. Etant donné que les effets dévastateurs, y compris humanitaires, d'un événement nucléaire, qu'il s'agisse d'un déclenchement accidentel ou volontaire, ne peuvent être limités dans le temps ou dans l'espace, la communauté parlementaire internationale doit rester ferme et les parlementaires doivent œuvrer ensemble à la réalisation d'un monde exempt d'armes nucléaires.